



PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRENEES

**Direction Départementale
des Territoires des Hautes
Pyrénées**

**ASF - Direction Opérationnelle de l'Infrastructure Ouest
22, Avenue Léonard de Vinci
33608 PESSAC**

**Service Environnement,
Ressources en Eau et Forêt**

Dossier suivi par :
Alain GENTA *AG*

Mèl : alain.genta@hautes-pyrenees.gouv.fr

Tél. : 05 62 51 40 51
Fax : 05 62 51 41 15

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Protection des piles
Accord sur dossier de déclaration**

Réf. :65-2017-00198

TARBES, le 19 septembre 2017

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

Protection des piles amonts du PH1437 de l'autoroute A64

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 21 juillet 2017, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune:

- SOUES

pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture des HAUTES-PYRENEES durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Préfète et par délégation
Le Directeur Départemental
des Territoires

Jean-Luc Sagnard
Jean-Luc Sagnard

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.